

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 10 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 février 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMS AGRI

18 Grande Rue
16140 Ranville-Breuillaud

Références : 2026_281_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007211188

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2026 dans l'établissement PMS AGRI implanté 18 Grande Rue, 16140 Ranville-Breuillaud. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération régionale portant sur les activités impliquant l'utilisation de produits chimiques. Cette opération a pour objectif d'évaluer les modalités de gestion mises en place par l'exploitant, notamment en ce qui concerne la disponibilité et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS), le suivi et l'état des stocks de produits chimiques, ainsi que les mesures de maîtrise des risques liées à leur utilisation.

Elle vise également à examiner les conditions de stockage des substances présentes sur le site, ainsi que les dispositifs de rétention et les aménagements mis en œuvre au sein des installations afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle et de vérifier la conformité aux exigences réglementaires en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMS AGRI
- 18 GRANDE RUE 16140 Ranville-Breuillaud
- Code AIOT : 0007211188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise PSM-Agri basée sur la commune de Ranville-Breuillaud en Charente fait partie du Groupe Piveteau. Ce groupe intervient dans le négoce agricole avec la collecte, le stockage et la commercialisation de céréales et d'oléoprotéagineux. Il s'est développé dans l'accompagnement et le conseil auprès des agriculteurs. L'entreprise PSM-Agri est une filiale du groupe qui centralise l'achat et la distribution de produits phytosanitaires de l'ensemble des magasins. Pour ces stockages, l'établissement est classé Seveso Seuil Bas.

L'établissement emploie une dizaine de personnes, les horaires d'ouverture sont du lundi au jeudi 8h-12h / 14h-18h et le vendredi 8h-12h / 14h-17h. Le site est fermé le week-end. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral de juin 2016.

L'établissement est classé Seveso Seuil Bas au regard des quantités de produits classés sous la rubrique 4510.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 3, REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, aucune non-conformité n'a été constatée sur l'ensemble des points de contrôle visés dans le cadre de l'opération régionale. Les dispositions mises en œuvre par l'exploitant, tant en matière de gestion des produits chimiques que de conditions de stockage et de dispositifs de rétention, apparaissent conformes aux exigences réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant procède à la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS) via le site internet Quick-FDS, permettant d'assurer la disponibilité de versions actualisées des documents relatifs aux produits.

<p>Les agents d'exploitation du site disposent par ailleurs d'une procédure interne de vérification des FDS, afin de s'assurer de leur conformité, de leur validité et de leur bonne diffusion auprès des personnes concernées.</p> <p>La société PMS Agri n'utilise pas directement de produits phytosanitaires sur le site. Elle intervient principalement en tant que plateforme de transit et de distribution pour les différents points de vente du groupe Piveteau.</p> <p>Afin de garantir la mise à disposition de documents à jour, un affichage à destination des clients est présent sur le site. Celui-ci rappelle la nécessité de transmettre les FDS actualisées pour les produits concernés.</p> <p>Par ailleurs, des audits clients sont réalisés tous les deux ans auprès des entrepreneurs agricoles utilisant des produits phytosanitaires. Dans ce cadre, la société PMS Agri peut être sollicitée afin de fournir les fiches de données de sécurité correspondantes, contribuant ainsi à la traçabilité et à la conformité réglementaire des produits distribués.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La manutention des produits est réalisée soit manuellement, soit par transfert de palettes à l'aide d'un chariot élévateur.</p> <p>Les produits présents sur le site sont stockés dans leurs emballages d'origine et ne sont pas ouverts sur place, l'établissement assurant uniquement une fonction de stockage et de transit.</p> <p>En cas de déversement accidentel, des produits absorbants sont disponibles à proximité des zones de stockage afin de contenir et de récupérer rapidement les substances répandues. Lorsque des contenants sont endommagés, les produits sont transférés dans la zone dédiée aux PPNU. Les bidons abîmés sont placés dans un sac plastique transparent fermé, puis déposés sur rétention dans l'attente de leur prise en charge par une filière spécialisée et agréée pour leur élimination.</p> <p>Ces dispositions permettent d'assurer une gestion sécurisée des produits phytosanitaires et de limiter les risques pour les personnes, l'environnement et les installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'établissement a procédé à une répartition des zones de stockage en fonction de la nature et de la dangerosité des produits entreposés.</p> <p>Dans chacune de ces zones, des distances de sécurité entre les produits sont respectées afin d'éviter tout mélange incompatible ou interaction dangereuse entre substances.</p> <p>Un pupitre d'affichage est également présent devant chaque zone de stockage. Celui-ci permet d'indiquer les caractéristiques des produits entreposés, leurs principales classes de dangers, ainsi que les consignes de sécurité associées.</p> <p>Les cellules de stockage sont conçues pour assurer une fonction de rétention. Leur configuration permet de confiner d'éventuels déversements accidentels de produits, afin d'éviter leur propagation vers les autres zones du site et de prévenir toute pollution des sols, des réseaux d'eaux pluviales ou du milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cinq cellules de stockage ont ainsi été définies :</p> <p>Zone 15 : Produits inflammables et PPN (Produits Phytopharmaceutiques Non Utilisables)</p> <p>Zone 13 : Produits dangereux pour l'environnement - nocifs - irritants</p> <p>Zone 11 : Produits dangereux pour la santé - corrosifs - déchets</p> <p>Zone 9 : Produits nocifs - irritants - soufre</p> <p>Zone 12 : Produits dangereux pour l'environnement - nocifs - irritants</p> <p>Par ailleurs, la répartition des produits par zone de stockage permet à l'exploitant d'identifier et de prendre en compte les incompatibilités entre substances, afin d'éviter tout mélange dangereux et d'assurer un entreposage conforme aux règles de sécurité et à la réglementation en vigueur.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit s'assurer de l'incompatibilité des produits (acides / bases) afin d'éviter tout mélange dangereux et d'assurer un entreposage conforme aux règles de sécurité et à la réglementation en vigueur. Il devra veiller à une bonne ventilation notamment pour les produits inflammables et CMR comme indiqué dans les FDS. Il transmettra un plan d'action ou les justificatifs à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Type de suites proposées : 3 mois

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'état des stocks est enregistré dans un logiciel informatique dédié et sauvegardé sur le serveur du groupe, permettant un suivi précis et actualisé des produits présents sur le site. Ces informations sont consultables à tout moment par les personnels habilités. En cas de sinistre, un poste informatique dédié est disponible sur le site. Ce poste dispose d'un accès au réseau du groupe, permettant de consulter rapidement l'état des stocks, la nature des produits entreposés ainsi que leur localisation dans les différentes zones de stockage, afin de faciliter la gestion de l'intervention et l'information des services de secours. Le site de la société PMS Agri est classée SEVESO seuil bas au titre du stockage de produits phytosanitaires. Dans ce cadre, l'exploitant doit notamment assurer le recensement et la gestion des substances dangereuses présentes sur le site. Afin de déterminer les zones de stockage appropriées ainsi que les rubriques ICPE applicables, en fonction de la nature et de la dangerosité des produits, l'exploitant utilise le logiciel SEVESO III. Cet outil permet d'effectuer le recensement des substances dangereuses susceptibles d'être présentes sur le site, conformément aux dispositions du code de l'environnement et à la réglementation applicable aux établissements classés SEVESO. Ce logiciel facilite ainsi l'évaluation des quantités de substances dangereuses, leur classification réglementaire ainsi que le suivi du classement ICPE du site, en tenant compte des seuils réglementaires applicables.
Type de suites proposées : Sans suite